Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 11339**

Intitulé

MASTER : MASTER Droit, économie, gestion, mention Economie et Gestion Publiques (EGP) spécialité Conseil en Evaluation et Analyse Financière Publique Territoriale (CEVALAF)

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Rennes I	Président de l'université de Rennes I, Recteur Chancelier des Universités

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

313n Etudes économiques et financières, 122 Economie, 120g Sciences économiques et sociales appliquées à l'aménagement et au développement, à l'administration territoriale, au commerce, aux relations sociales et aux ressources humaines, aux finances

Formacode(s) :

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Liste des activités visées par le diplôme, le titre ou le certificat

Le secteur public, à ses différents niveaux (nationaux et internationaux), compétences, missions et ambitions (Europe, Etat, administration territoriale, régions, départements, agglomérations, communes, syndicats, etc.) est l'acteur (maître d'œuvre et/ou d'ouvrage) des politiques publiques et des programmes.

A ce titre, il requiert aujourd'hui, des compétences (internes ou prestataires) élevées pour

Aider les instances publiques à se situer dans une dimension prospective davantage que réactive,

Aider à la décision en matière de stratégie, de développement de l'efficacité, la pertinence, la cohérence et l'impact des politiques publiques,

Mettre en place les conditions de la démocratie de proximité par la mobilisation des parties prenantes, le développement de partenariats efficaces, une transversalité productive (favoriser le dialogue entre élus, gestionnaires, acteurs de la mise en œuvre et destinataires de politiques publiques et de programmes),

Contribuer au pilotage de la mise en œuvre d'une commande publique (audit, suivi, évaluation),

Conduire et accompagner les changements, les réformes,

Mesurer l'acceptabilité et l'impact d'une politique, d'un programme, d'une instance publique,

Auditer la performance financière et/ou effectuer le suivi de gestion et comptable d'une politique, d'un programme ou d'une collectivité locale,

Optimiser l'utilisation des fonds publics et maîtriser la dépense publique.

Compétences ou capacités attestées

Le diplômé du **master "Conseil en évaluation et analyse financière publique territoriale"** est capable de

Identifier la sociologie et les enjeux différenciés des différents acteurs des politiques publiques et des programmes mis en œuvre pour en comprendre les finalités, la logique des choix et les principes managériaux,

Appréhender de manière systémique les éléments contextuels qui sous-tendent, déclenchent, font lever et colorent les politiques publiques, les programmes et les commandes,

Appréhender l'origine, la nature et les caractéristiques des principales ressources budgétaires des instances chargées de la mise en œuvre de politiques publiques : fonds européens, dotations de l'état, contributions locales, subventions des collectivités territoriales,

Faire l'analyse de la demande complète d'une commande publique de diagnostic, de pilotage, de suivi, d'analyse et/ou d'évaluation d'une politique publique, d'un programme ou d'un investissement public,

Avoir un regard prospectif avec les parties prenantes d'un programme

environnement politique, socio-économique et culturel,

événements, évolution des réglementations, groupes d'intérêts, réseaux d'influence,

Dialoguer avec les élus porteurs du sens des politiques ou programmes pour affiner la commande et les indicateurs de performance,

Répondre à une commande publique de suivi, d'audit, d'auto-évaluation et d'évaluation externe selon des standards et en respectant une déontologie

identifier le maître d'œuvre, le contexte spatial et temporel de la demande, le périmètre d'action, les acteurs concernés, les destinataires, les enjeux, les financements en jeu, les risques et effets induits, les ressources, l'articulation avec d'autres programmes et acteurs, les délais,

Contribuer à concevoir et mettre en œuvre des dispositifs complexes de diagnostic, d'audit, de suivi, d'analyse et d'évaluation de politiques publiques et de programmes en articulant des méthodes et les outils nécessaires à une bonne compréhension du secteur public,

Aider à choisir les critères et indicateurs d'impact et de performance d'une politique publique ou d'un programme, élaborer des diagrammes logiques d'impact et des tableaux de bord de suivi des indicateurs de performance, regardés comme des alertes et non des outils de contrôle,

Faire évoluer et valider des référentiels de valorisation des résultats en termes de développement durable, de développement humain et de développement économique, proposer et privilégier une approche constructiviste,

Proposer et respecter les étapes, les acteurs concernés (identité, pluralité, nombre), les modalités d'exécution et de livrables en fonction de la finalité de la commande,

Mettre en œuvre les méthodes relatives aux différents types d'évaluation : méta-évaluation, évaluation chemin-faisant, évaluation ex-post, évaluation multicritères, évaluation quantitative, qualitative, en s'inscrivant dans le cadre de la déontologie et des standards de l'évaluation,

Dialoguer avec les services financiers, négocier des budgets concernant les coûts et les résultats des programmes (management de la performance financière),

Construire ou respecter des nomenclatures budgétaires spécifiques (NBS),

Recueillir des données

Commander des statistiques, les analyser, les mettre en perspective avec des faits observés,

Mettre en œuvre des processus d'enquête (face à face, téléphoniques, mail ...) : construire des grilles d'entretien et des grilles de lecture, conduire des entretiens semi-directifs,

Animer les phases relationnelles avec les instances décisionnaires (élus, commissions ...),

Animer des séquences orales de livraison des résultats, des débats publics, en utilisant des outils de cadrage (arbre des valeurs, arbre des objectifs) et les NTIC,

Présenter en public élargi les finalités d'une évaluation dans l'objectif de contribuer au management de la connaissance davantage qu'au contrôle,

Etablir et présenter des recommandations en posture de conseil, argumenter les préconisations, négocier les suites,

Elaborer des rapports de synthèse, des bilans et des notes de cadrage, rédiger des livrables en s'ajustant aux destinataires : rapports intermédiaires, définitifs, présentation tout public des résultats,

Contribuer aux processus de capitalisation et de valorisation des résultats et données.

Savoir-être

S'adapter à des environnements complexes

Travailler en concertation avec des juristes ou des comptables, avec des élus ou des cabinets,

Sensibiliser, mobiliser les publics et les partenaires, organiser la promotion interne des projets, favoriser la participation pour faire évoluer les programmes et expérimenter

Créer et animer une équipe projet, un comité de pilotage, dans une approche interdisciplinaire et transversale des questions de la vie des programmes,

Manager par la preuve : réalisations-résultats-impact,

Animer des réunions et négocier,

Produire du sens à partir de données brutes,

Résumer le bilan des forces et faiblesses d'un programme public, faire des retours sur les réalisations, la mise en œuvre,

Ecrire, restituer, argumenter, démontrer,

Développer une approche réflexive sur sa propre pratique.

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Les professionnels issus de la spécialité du master travaillent

Comme consultants

Comme titulaires par intégration des concours d'attaché territorial ou d'administrateur territorial.

Comme contractuels dans les différentes organisations publiques, Etat, Collectivités territoriales.

(Voir l'annuaire des anciens du diplôme sur le site Internet Efil pour plus d'exemples de métier, <http://efil.asso.univ-rennes1.fr/>)

Les organisations qui les accueillent sont

Cabinets conseils, bureaux d'études

Cabinets d'élus

Services études, suivi-évaluation-audit des Administrations publiques centrales et territoriales et des collectivités territoriales,

Organisations subventionnées par des fonds publics (bénéficiaires de fonds d'aide, de subventions ou d'intervention)

Collectivités territoriales, communautés d'agglomérations

Syndicats intercommunaux et territoires de projets (pays, parcs naturels...),

Ils y sont en charge

Du conseil aux collectivités territoriales, conseil sur politiques de l'Etat et de l'Union européenne.

De l'évaluation, du suivi budgétaire et de l'analyse financière

De la documentation des études et de l'évaluation

Possibilité de passer les concours d'administrateurs et d'attachés territoriaux.

Types d'emplois accessibles

Consultant : secteur public d'Etat, territorial ou secteur des opérateurs d'Etat ou des associations subventionnées.

Chargé de mission suivi-audit-évaluation (Etat et collectivité territoriale, intercommunalités)

Chef de service études, suivi, évaluation (collectivité territoriale)

Animateur du dialogue et du suivi-contrôle de gestion

Evaluateur (bilan socio-économique)

Evaluateur des coûts et des rendements (chargé de la performance),

indicateurs utiles au pilotage des programmes.

Manager de la connaissance sur les résultats en appui avec les directeurs de systèmes d'information.

Rédacteur des rapports de prospective, des rapports annuels d'exécution et des rapports d'évaluation.

Codes des fiches ROME les plus proches :

M1202 : Audit et contrôle comptables et financiers

K1401 : Conception et pilotage de la politique des pouvoirs publics

K1403 : Management de structure de santé, sociale ou pénitentiaire

K1404 : Mise en œuvre et pilotage de la politique des pouvoirs publics

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Modalités d'accès à la formation

La formation menant à cette certification est soumise à des conditions d'accès :

Pré-requis pour l'inscription de plein droit en M1 ou une troisième année d'IEP ou de diplôme d'ingénieur ou sur dossier, ou un diplôme de niveau Licence Droit, Economie, Gestion, AES ou autre. L'accès en M2 se fait sur sélection (l'équipe pédagogique sélectionne les dossiers de candidature et reçoit en entretien les candidats) : titulaires d'un master première année de Sciences économiques, Gestion et Administration économique et sociale, Droit public ou titulaires d'autres diplômes de niveau Bac + 4 au moins (IEP, ingénieur agro-économiste ...).

Une validation d'acquis professionnels peut être envisagée en cas de diplôme de niveau inférieur, une expérience professionnelle de 5 ans est alors exigée.

La cinquième année de l'IEP de Rennes peut être effectuée dans le Master 2 CEVALAF.

Descriptif des composantes de la certification :

Le M 1 compte 4 UE et 60 ECTS et se déroule sur 2 semestres.

La spécialité de M2 (semestres 3 et 4 de la mention, formation initiale ou continue) se déroule sur 2 semestres en formation initiale et 2 ou 4 semestres en Formation Continue Les UE 11, 12, 13,14 se déroulent au premier semestre, l'UE 15 au second semestre. 40% des enseignements sont effectués par des professionnels (dont 1 PAST, consultant secteur public).

UE 11 - Evaluation publique (100 H. CM, 9 ECTS)

- Méthodologie des évaluations de politiques publiques, outils et techniques de valorisation des services publics, calcul économique généralisé, évaluation multicritères, sur-classement, « ranking » aux normes internationales.

- Management de la performance publique, : monitoring des résultats, étude d'impact, rapport efficacité-coût. Introduction de la LOLF au niveau territorial.

- Etudes de cas.

UE 12 - Analyse financière (100 H. CM, 9 ECTS)

- Analyse financière des collectivités et comptabilité publique

- Perspectives financière et budgétaire et études de cas

UE 13 - Audit et contrôle (60 H CM, 9 ECTS)

- Droit budgétaire territorial.

- Territorialisation des politiques publiques

- Contrôle des collectivités territoriales.

UE 14 - Outils et méthodes (100 H CM, 3 ECTS)

- Statistiques, enquêtes, traitements des données, logiciels

- compte-rendu de conférences, travaux de groupe

- Interventions de professionnels avec comptes rendus écrits d'interventions (rapports, notes de synthèse)

UE 15 - Stage (30 ECTS) : trois mois minimum six mois maximum.

Chaque UE fait l'objet d'un contrôle : soit sous forme d'un examen écrit terminal, de travaux pratiques en groupe, d'un exposé oral, d'un travail de synthèse écrit. Pour les UE du semestre 3, une deuxième session d'examen est organisée. Par dérogation spéciale du jury, une réinscription pour la soutenance du stage peut être offerte.

Validité des composantes acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Jurys d'universitaires et de professionnels
En contrat d'apprentissage		X
Après un parcours de formation continue	X	Jurys d'universitaires et de professionnels
En contrat de professionnalisation		X
Par candidature individuelle	X	Jurys d'universitaires et de professionnels
Par expérience dispositif VAE prévu en 2002	X	Composition du jury votée par l'université

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie	X	
Accessible en Polynésie Française	X	

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS	ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX
Certifications reconnues en équivalence : La cinquième année IEP de Rennes peut être effectuée dans ce Master 2.	

Base légale

Référence du décret général :

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 2 octobre 2008 relatif aux habilitations de l'université de Rennes 1

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

Année 2008-2009

Nbre de diplômés : 18

Formation initiale : 17

Form. continue 1 an : 0

Form. continue 2 ans : 1

Autres sources d'information :

<http://www.univ-rennes1.fr/>

<http://soie.univ-rennes1.fr/>

<http://www.eco.univ-rennes1.fr/>

Annuaire des étudiants - Site EFIL : <http://efil.asso.univ-rennes1.fr/>

[Université de Rennes 1 Service Orientation Insertion Entreprise](#)

[Faculté des sciences économiques](#)

Lieu(x) de certification :

Université Rennes I : Bretagne - Ile-et-Vilaine (35) [Rennes]

Université Rennes 1

2 rue du Thabor

CS 46510 - 35065 RENNES CEDEX

tél. 02 23 23 36 36

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Faculté des sciences économiques

7, place Hoche - CS 86514 - 35065 RENNES CEDEX - FRANCE

Historique de la certification :

Réforme LMD. Le DESS Evaluation et Analyse Financière pour les Collectivités Territoriales est devenu CEVALAF en 2004. Il fait partie des Masters enregistrés par la Société Européenne d'Evaluation depuis 2008